

**Enseignement du français à
l'étranger - Réponse de M.
Jean-Michel Blanquer, ministre de
l'éducation nationale, à une question
d'actualité au Sénat**
(Paris, 20 juillet 2017)

Monsieur le Sénateur, je vous remercie de cette question, qui m'offre l'occasion de parler à votre suite, et en cohérence complète avec son contenu, des lycées français à l'étranger et de l'enseignement français à l'étranger en général.

Vous avez tout à fait raison de souligner l'excellence de cet enseignement. Celui-ci fait honneur à la France, avec de très nombreux candidats qui souhaitent devenir élèves dans ces lycées, notamment ceux qui dépendent de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et de la Mission laïque française. Aujourd'hui, cet enseignement matérialise la présence de la France dans près de 140 pays.

Vous avez également raison de souligner le développement de la demande et, peut-être, un certain immobilisme de notre part au cours des cinq dernières années.

Il faut maintenant arriver à un certain dynamisme en la matière et voir dans quelle mesure nous pourrions nous inspirer de ce succès, non seulement pour développer l'enseignement français à l'étranger, mais aussi pour imaginer d'éventuelles évolutions à venir en France.

Aux questions précises que vous posez, j'apporterai des éléments de réponse à la fois conjoncturels et structurels.

Sur un plan conjoncturel, il est vrai que certains détachements sont refusés. J'ai donc donné des instructions pour que ces refus soient les moins nombreux possible. D'abord, nous avons accepté tous les renouvellements de postes. Ensuite, nous avons accepté environ deux tiers des demandes. Cela représente environ 414 demandes dans le premier degré, 447 demandes dans le second degré, contre à peu près 250 refus.

Ces refus se concentrent dans des académies qui connaissent un déficit de personnel - c'est un problème non pas de support, mais de personnel -, c'est-à-dire les académies de Créteil, de Versailles et de Guyane.

Nous devons évidemment améliorer cette situation pour le futur. Pour ce faire, nous devons conduire une action structurelle au travers d'une politique de recrutement des enseignants qui se préparent à travailler à l'étranger. Aujourd'hui, ceux qui sortent néo-titulaires ne sont pas

affectés. Demain, cela prendra du temps, mais nous conduirons une politique volontariste qui permettra de résoudre ce problème./.

(Source : site Internet du Sénat)